est défectueux. Eh bien, la statistique nous dit qu'il est nécessaire que nous venions en aide aux petits et que nous leur tendions enfin une main secourable.

Commençons par les impôts. Tout le monde est d'accord sur l'injustice et sur l'irrégularité de la répartition actuelle. Tout le monde se reconnaît à pas que les pauvres sont proportionnellement plus chargés d'impôts que les riches ?

Les impôts accablent les employés, les ouvriers, les salariés, dégrevons-les-en, et puisque les impôts proposés sur le ou les revenus font tant crier, conservons nos impôts actuels qui ne sont mauvais, en somme, que parce qu'ils frappent les petits. Améliorons-les de elle sorte que le riche paie pour le pauvre, le gros contribuable pour le petit, celui qui a du superflu pour celui qui n'a que le nécessaire, et ne bouleversons rien, nous empêcherons peut-être ceux qui possèdent de toujours chercher à se dérober.

Les impôts directs, les patentes, les prestations, les impôts d'octroi sont des impôts d'inégalité ; nous pouvons en faire des impôts de fraternité. Voyons comment.

Voici une commune de 4.000 habitants, la commune de X., dont la contribution foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, s'élève en principal et centimes additionnels, à la somme totale de 44,660 francs et les contribuables pour ces sortes d'impôts, sont en nombre de 1.088

J'appelle *gros contribuables* ceux qui paient à eux seuls les 3/4 de cette somme, ou 34.950 francs, et *petits contribuables*, ceux qui paient le 1/4 restant ou 14.650 fr.

Pour faire de cet impôt un impôt de fraternité, il suffit de décider par une loi que les premiers payeront tout l'impôt et que les autres en seront exempts.

Mais comment connaître et déterminer les uns et les autres, je refais le rôle alphabétique actuel en commençant par la contribuable la plus imposée, et le faisant suivre, par gradation descendante, de ceux qui viennent après lui, de cette manière :

Art. 1er.	
N. Constant.	870f. 76
Art 2.	
B. Philippe	693 37
Art. 3	
R. Jean-Bte	639 86
Art 208	
A. Felix,	40 »
Total.	34.950 »

Il y aurait donc dans la commune de X... 208 gros contribuables, et 1.088—208 = 780 petits. Les 208, devant payer pour les 785, et proportionnellement à leur cote contributive, auraient pour coefficient d'imposition 44.660 : 34.950 = 1.278 francs, somme totale donnée plus haut. Et alors les gros contribuables, au lieu des sommes spécifiées ci-dessus dans le rôle alphabétique d'aujourd'hui, auraient à payer, dans l'impôt fraternel

Art. 1er	
M. Constant ...	870,76 × 1,278 = 1101 01
Art 2	
B. Philippe ...	693,37 × 1,278 = 924 49
Art. 3	
R. Jean Baptiste	639,86 × 1,278 = 846 48
Art. 208	
A. Felix	40 × 1,278 Egal 51 33
Total ...	46.800 »

C'est à dire que la contribution foncière, personnelle-mobilière et des portes et fenêtres de ces gros contribuables serait augmentée d'un tiers, mais, par contre, sur les 785 petits, 103 seraient déchargés de 30 à 40 francs chacun, 125 de 20 à 30 fr., 168 de 10 à 20 fr., et 391 de 1 à 10 fr.

Et ainsi réparés nos impôts actuels ne sont plus mauvais : ils deviennent les impôts de la fraternité.

Et le même système pourrait être appliqué aux contributions des octrois, des prestations et des patentes.

La commune de X a un octroi qui produit 19,000 francs ; ces prestations s'élèvent à 43000 fr., ce qui fait un total de 23.300 francs,

Si nous mettons ces 23.300 francs à la charge des 208 gros contribuables trouvés d'autre part je calcul suivant nous donnera le coefficient de ces deux impôts réunis :

23.300 : 40,800 égal 1,78 par franc pour tous les contribuables ;

1,72 × 1,3 égal 2,76 égale 2,3 par franc pour les gros contribuables

Donc pour l'octroi et les prestations,

N. Constant aurait à payer 870,76 × 2,3 égale 530 fr. 50.

B. Philippe aurait à payer 693,37 × 2,3 égale 492 fr. 24.

R. J. Bte aurait à payer 639,86 × 2,3 égal 426 fr. 57

A. Félix aurait à payer 40 × 2,3 égale 26 fr. 66.

Total ... 23.300 fr. »

Et c'est ainsi qu'on arriverait facilement à supprimer les impôts iniques des octrois et des prestations.

Quant à l'impôt des patentes, il serait besoin qu'il fut remanié, et qu'on en fit une espèce d'impôt sur le revenu des professions.

Il faudrait que de 25 à 65 ans, toutes les professions, sans exception, y compris celles de propriétaire et de rentier, fussent soumises à la contribution des patentes, qui se composerait comme aujourd'hui ; 1° d'un droit fixe ; 2° d'un droit proportionnel ; 3° de centimes additionnels.

Les gros contribuables, qui seraient trouvés en faisant le rôle par le moyen que nous avons indiqué, paieraient pour les petits, et comme l'impôt des patentes est un impôt de quotité et que le nouveau produirait plus que l'ancien, des remises pourraient être accordées aux patentables qui auraient des enfants à leur charge, par exemple : 5 0/0 pour un enfant, 10 0/0 pour 2, 15 0/0 pour 3, 20 0/0 pour 4, 30 0/0 pour 5, 40 0/0 pour 6, et 50 0/0 pour 7 et au-dessus.

Nous oublions trop que la natalité diminue considérablement en France, et que des mesures devraient être prises en vue d'apporter un remède à une situation menaçante pour l'avenir de notre pays.

Maintenant, demandons nous ce qu'en résumé il résulterait de l'adoption de notre système d'impôt

Il en résulterait ceci ;

1. Tous les impôts directs deviendraient des impôts de fraternité ; les impôts indirects, que nous ne pourrons pas supprimer de sitôt, et celui des valeurs mobilières resteraient des impôts d'égalité.

2. Les petits contribuables ne payant plus que les impôts indirects et celui des valeurs mobilières tous les impôts des valeurs actuels, qui ne sont mauvais, nous le répétons, que parce qu'ils frappent les petits pourraient être conservés. On n'aurait à craindre ni bouleversement, ni désorganisation, ni erreur, et le système que nous préconisons aurait une grande économie dans la perception de ces impôts, le nombre des percepteurs pouvant être ainsi considérablement réduit.

3. Les octrois, qui répartissent iniquement l'impôt en le faisant peser sur la pauvre serait supprimés au grand contentement de toutes les petites gens.

4. Les prestations qui, par leur mode de répartition, rappellent les anciennes corvées, seraient remplacées, comme les octrois, par une taxe municipale, établie comme nous l'avons fait voir, et par conséquent à laquelle ne seraient soumis ni les pauvres, ni les petits contribuables.

5° L'impôt des patentes sur toutes les professions devenu frappant, les petits contribuables ne le payant pas, un impôt sur le revenu admissible, les vexations, les recherches inquisitoriales, l'arbitraire seraient écartés ; cet impôt resterait proportionnel, et les charges de famille entendraient des diminutions importantes.

Certes, nous osons le reconnaître en terminant ce travail, ce faisant, on aura pas encore donné à notre pays l'impôt fraternel idéal.

Il est évident que l'Etat ne devrait demander de l'argent qu'à ceux qui en ont, et surtout du superflu, et que l'impôt fraternel idéal ne sera atteint que quand tous les contribuables seront divisés en trois catégories, gros, moyens, petits, les gros ayant pour coefficient d'impôt 2, les moyens 1 et les petits 0, c'est-à dire les gros payant 2 milliard, les moyens 1 milliard, les petits rien, sur un budget de 3 milliards.

La fraternité exigeant encore que tous les petits contribuables, et à plus forte raison ceux qui ne le sont pas, eussent droit à l'assistance judiciaire. (1)

En attendant ce grand acte de justice sociale, commençons par opérer résolument dans le bon chemin des réformes ménageons les deniers des petits. Il est une vérité éclatante de justice reconnue par tout le monde, proclamée par tous les interprètes de la conscience publique, c'est que les plus favorisés de la fortune doivent contribuer le plus aux dépenses publiques, ces dépenses pour leurs intérêts, leurs propriétés et leurs familles.

Et n'est-ce pas M. Félix Faure lui-même qui disait l'autre jour à Lyon « qu'il fallait aider les déshérités de la fortune à parcourir le chemin de la vie, pour eux si dur et parfois si cruel »

A. D.

Nous prions instamment nos correspondants de n'écrire les copies qu'ils nous enverront pour insertion que d'un seul côté de la page.

Nous rappelons que nous ne tenons aucun compte des communications non signées.

LE CERTIFICAT D'ÉTUDES

(De notre correspondant particulier)

Paris, 20 juin.

On vient de décider, au ministère de l'instruction publique, que les épreuves facultatives prévues à l'article 3 de l'arrêté du 16 janvier 1897 dessin linéaire et agricultural, pour l'examen du certificat d'études primaires, pourront être subies soit en même temps que l'examen, soit ultérieurement, à la session suivante.

Il en sera fait mention sur les diplômes délivrés.

Il en résultera pour l'Etat, une diminution dans les frais de justice ; mais qui empêche de diminuer le nombre de magistrats ? Un seul juge, assisté d'un simple substitut et du juge de paix comme juge d'instruction, peut suffire dans la plupart des tribunaux de 1re instance.

(1) Il en résulterait pour l'Etat, une diminution dans les frais de justice ; mais qui empêche de diminuer le nombre de magistrats ? Un seul juge, assisté d'un simple substitut et du juge de paix comme juge d'instruction, peut suffire dans la plupart des tribunaux de 1re instance.

DERNIÈRE HEURE

(Par Service Spécial)

JAURÈS DANS LA MARNE

Reims, 21 juin

Le citoyen Jaurès a fait au cirque de cette ville une magnifique réunion au profit de la Verrerie ouvrière.

Plus de 2000 citoyens étaient venus écouter le vaillant député de Carmaux.

Après avoir longuement parlé de la Verrerie, le citoyen Jaurès a prédit le triomphe prochain du Socialisme.

Parlant des discussions de la Chambre, Jaurès dit que le revirement des opinions de M. de Mun, a fait que les droites se sont jetées dans les bras des républicains

Il a été très applaudi. Aucun incident à signaler

L'AFFAIRE AUBERT

Cherbourg, 21 juin.

M. Cochefert a chargé le commissaire central de Cherbourg de rechercher si, à l'époque de l'assassinat un négociant de Béziers, Aubert, le meurtrier de Delachaf ne serait pas venu ici et n'aurait pas fait expédier un fût de vin à la gare de Couville. On suppose que Aubert après l'assassinat, aurait enterré le cadavre dans un fût, qui aurait été transporté de la gare de Couville dans une localité du voisinage et jeté à la mer.

NOTRE ESPRIT JACOBIN

Parce que Jaurès dénonçait hier les sournoises manœuvres de M. Billot et signalait le danger que pouvait faire courir à la république un syndicat de chefs militaires, la *Liberté* s'indigne de « notre esprit jacobin ».

« Nous sommes, dit la feuille ministérielle, en plein dans la tradition révolutionnaire ».

Certes ! et nous en sommes fiers !

Nos ancêtres — c'est encore la *Liberté* qui la rappelle — envoyaient aux frontières des commissaires de la représentation nationale chargés de surveiller les généraux et de leur imposer des victoires.

Peut-être, sans cela, beaucoup eussent trahi, comme Dumouriez.

En 1871, Bazaine n'aurait pas sans doute livré son pays, si quelque représentant de la nation avait été présent aux armées

Ce n'est pas dans un rapide filet qu'on peut passer l'histoire en revue ; mais personne n'ignore qu'à toutes les époques, de trop nombreux exemples prouvent que les chefs militaires deviennent volontiers des factieux ou des traîtres.

Nous voulons espérer qu'il n'y a plus dans les rangs de l'armée française des hommes capables de ternir leur patrie.

Mais nous sommes certains que presque tous les officiers investis d'un haut commandement, brûlent tout le premier, sont capables de coalitionner à un coup d'Etat et trahir la république.

Nous savons que seul remède vraiment efficace serait la suppression des armées permanentes qui sont une continuelle menace pour la liberté.

Mais, à défaut de cette mesure décisive, nous entendons tout au moins affirmer la suprématie absolue de l'autorité civile, et signifier carrément à messieurs les officiers généraux que, serviteurs de la nation, il serait dangereux pour eux d'essayer d'en être les maîtres.

Quant à la Chambre, éclairée par la excessives audaces de Mun, elle a fait son républicain ne exige un ministre de la guerre civil et que la présence d'un traîneur de sabre au banc du gouvernement soit un perpétuel danger pour une démocratie qui veut être libre.

LA GRÈVE DE LIMOGES

(*D'un correspondant.*)

Limoges, 21 juin.

Le citoyen Labussière, député, maire de Limoges, adresse une lettre à M. Charles Haviland, fabricant de porcelaine, dans laquelle il dit que les difficultés peuvent avoir pour tous des conséquences désastreuses si chacun ne veut s'employer à les aplanir. Il ajoute n'avoir pas perdu tout à fait courage et fait appel à sa bonne volonté.

Il termine ainsi

« Fermez-moi désespérer que cette bonne volonté, cette fois ne fera pas défaut et que, mettant au service de la conciliation votre grande et légitime influence auprès de vos collègues, vous saurez agir de façon qu'un terme soit apporté aux souffrances, hélas ! trop réelles, qui atteignent déjà de nombreux concitoyens.

La commission installée à la Bourse du travail a fait apposer sur les murs de la ville un appel aux travailleurs où elle démontre que des défections se soient produites parmi les grévistes et engage les céramistes à continuer la lutte.

Pendant toute la journée, les grévistes seront occupés sur les chantiers communaux.

On assure qu'un certain nombre de patrons et d'ouvriers vont accepter l'arbitrage pour régler le conflit.

Carmaux, 21 juin.

Le conseil municipal vient de voter deux cents francs pour les grévistes de Limoges.

DERNIÈRES NOUVELLES

RÉGIONALES

Les votes de nos représentants

Voici comment se sont répartis les votes des députés du Nord et du Pas-de-Calais dans les scrutins

1. Sur l'ordre du jour de M. Gerville-Réache et plusieurs de ses collègues abolition de l'esclavage à Madagascar :

Tous nos représentants, à l'exception de MM. Evrard, Thiez, qui s'est abtenu, Pichon, retenu à la commission du budget et Lung et Ribot, à sents par congé, ont voté *pour*.

La Chambre a adopté à l'unanimité.

2° Sur l'ensemble du projet de loi déclarant Madagascar et les îles qui en dépendent colonie française

Ont voté *pour* : MM. Baudenbaut, Carpentier-Rabourg, Coilain, Cugel, Dubois, Famien, Graux, Guillemin, Hénu, Jonnart, Lepez, Lover, Michau, Rose Sever, Scrot-Mallez, Weil-Mallez.

Ont voté *contre* les citoyens Gueside, Basly, Defontaine, Lamendin.

Se sont *abstenus* : MM. Adam, Dansette-Deron, Dussaussoy, Evrard Thez, Le Gavrian, Lemire, de Montalembert, Taillandier.

S'est abstenu comme ayant été retenu à la commission du budget M. Pichon

Absents par congé : MM. Lung et Ribot.

La Chambre a adopté par 512 voix contre 43.

TENTATIVE D'ASSASSINAT

MONTIGNY-EN-GOHELLE, 21 juin

Vers cinq heures du matin au moment où l'ouvrier Polot se disposait à se rendre au travail une violent discussion s'engagea entre celui-ci et sa femme au sujet d'un motif passablement futile

Dans un moment de colère la dame Polot s'empara d'une fourche qu'elle se trouvait près d'elle et en porta trois violents coups sur la tête de son mari qui tomba baigné dans son sang. Puis, comme une folle, elle se rua sur son époux dont elle labourait le corps de coups allant même jusqu'à lui arracher les parties

Il fallut l'intervention des voisins pour faire cesser cette scène violente

L'état du malheureux Polot est très grave et fait craindre qu'il ne succombe à chaque instant.

La gendarmerie a dressé une enquête et le Parquet de Béthune est venu constater cette tentative criminelle

LA RÉUNION DE LENS

Hier a eu lieu à Lens sous le patronage de la section lensoise du Parti Ouvrier, la conférence que nous avions annoncé.

Le citoyen Basly avait cru devoir décliner la présidence de cette réunion et il avait écrit aux journaux de la réaction capitaliste et patronale pour « protester contre l'abus qui avait été fait de son nom. »

protester contre le même « abus » car, il avait dû décliner l'honneur d'aller parler aux électeurs de Lens et il n'y serait pas allé si le député Basly n'avait jeté, par sa lettre à la *Dépêche*, une sorte de suspicion — involontaire, nous en sommes persuadés — sur les militants du Parti Ouvrier Français.

Le citoyen Sauvé a donc accompagné le citoyen Devernay à Lens

Nos amis sont arrivés vers 3 heures. A la gare les attendait une délégation de la section lensoise et dès que les conférenciers parurent, ils furent accueillis par de chaleureux vivats et par les cris de : Vive le Parti Ouvrier ! Vive Sauvé ! Vive le Docteur Nore ! Vive Devernay.

Citons parmi les délégués nos amis Evrard, l'infatigable secrétaire-adjoint du syndicat des mineurs, Guyot, aussi secrétaire de rédaction de l'excellent journal *Lens*, Lerat, etc., etc.

Les délégués et les conférenciers se rendirent à la salle Lelièvre, rue Basse, où devait avoir lieu la réunion.

Six cents personnes emplissaient la salle et acclamant longuement les conférenciers à leur entrée.

Le citoyen Henri Lerat invite alors l'assemblée à procéder à la nomination du bureau. A l'unanimité sont élus : président d'honneur, assesseur, Dufour et Delrain, secrétaire, Guyot.

Discours du citoyen Evrard

Une ovation est faite au citoyen Evrard. Les mineurs heureux de voir leur ami, veulent ainsi témoigner de la sympathie profonde qu'ils ont pour leur vaillant secrétaire, dont le dévouement et l'esprit de sacrifice forcent le respect de ses adversaires eux-mêmes

— « Je vous remercie, citoyens, dit Evrard de l'honneur que vous me faites en m'appelant à la présidence de cette réunion. Je n'ai pas besoin de vous présenter les orateurs. Vous les connaissez. Le citoyen Sauvé, rédacteur en chef du *Réveil du Nord* que vous lisez tous les jours travaille depuis des années à l'émancipation des travailleurs ; quant au citoyen Devernay qui vient d'être élu conseiller général de Lille il est un des meilleurs militants du Parti ouvrier du Nord... »

Après avoir donné de sages conseils à l'Assemblée et assuré les contradicteurs, s'ils s'en trouve dans la salle, qu'ils auraient toute liberté pour exposer leurs idées, Evrard donne la parole à Sauvé-Evausy

Discours de Sauvé-Evausy

Rarement le citoyen Sauvé dont on connaît l'éloquence fut mieux inspiré. Il a mer littéralement enlevé son auditoire. Il faut bien le dire, nombre des assistants étaient venus par curiosité mais Sauvé a su les faire vibrer.

Nous avons vu un garde de la Compagnie des mines de Lens, qui oubliant sa « consigne » au point d'applaudir à tout rompre et il n'était pas le seul parmi ceux de nos adversaires qui étaient venus écouter notre rédacteur en chef.

Nous voudrions pouvoir donner en entier la conférence de Sauvé. Nous sommes malheureusement obligé de la résumer.

Le sujet de la conférence était « La Coopération » — sujet très élastique comme on le voit. Cependant l'orateur tout en restant dans l'ordre qui lui était imposé par la loi a su le développer l'étendre jusqu'au Collectivisme.

Sauvé a regretté d'abord l'inutilité suscité par Basly, — incident auquel la presse réactionnaire a essayé de donner une signification et un développement au Parti ouvrier et au Collectivisme.

— Basly n'avait pas besoin d'écrire sa lettre à la *Dépêche*, dit l'orateur, pour que nous sachions qu'il ne partage pas toutes nos idées. Basly est trop loyal pour ne pas nous avoir dit et répété depuis longtemps à cet égard. Mais nous aurions pu espérer qu'étant donné nos cordiales relations entre nous, il aurait fait un Pichon à propos de cette réunion.

« Quelleurs, ainsi qu'il est d'usage constant dans le Parti ouvrier auquel nous appartenons nous avions demandé aux organisateurs de cette conférence de presser un accord entre député et nous. Nous avons accepté de venir quand la condition que cet accord serait fait.

La réunion a été faite. Basly a raison du tard et nous et dans des conditions qui ont pu froisser les susceptibilités, mais nous ne pensons pas que le député ait cru devoir nous adresser une lettre aussi peu amicale, aussi peu fraternelle, aussi peu digne entre votre député et nous.

« Nous ne poursuivons pas, en effet, le même but, nous sommes tous des ouvriers, nous nous efforçons de marcher ensemble jusqu'à ce que nous ayons atteint le but, d'autre part nous avons la même foi dans les services rendus par la République, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de rappeler ici les services rendus par Basly à la cause des ouvriers, à la cause des mineurs, à la cause des ouvriers du Nord, pour qu'ils soient unanimement appréciés.

Après avoir rappelé la vie de luttes du député de Lens au tableau et la tribune duquel il rend un éloge mérité, le citoyen Sauvé remercie Devernay d'être venu à la réunion et félicite également la maire modestie du secrétaire-adjoint du syndicat des mineurs en lui adressant des éloges mérités et que l'assistance souligne

L'orateur aborde alors le sujet de sa conférence

Il parle de l'action coopérative qui joint à l'action syndicale et à l'action politique ouvrirent un jour tant de services au prolétariat.

A l'appui de sa thèse, il cite le Familistère de Guise, la coopérative de Paris, la Bellevilloise, l'Economie des Ménages de Roubaix, l'Economie des Ménages de Tourcoing et diverses institutions analogues. Puis il établit une parallèle entre la coopération et le collectivisme.

Cette première partie de la conférence a été écoutée avec le plus grand intérêt par les nombreux prolétaires présents qui applaudissaient fréquemment et souvent avec enthousiasme.

Sauvé a montré comment la coopération sans supprimer la lutte de classe, la rendait incessante, impossible à tuer, enfin les moins réfléchis sentaient que le but est de substituer aux classes qui se disputent toutes les richesses, un système qui permettrait à tous les travailleurs de développer toutes leurs facultés, un système qui pour finir amènerait une société politique pour laquelle on lutte aujourd'hui, une société où les travailleurs seront les maîtres et les seuls maîtres, société à laquelle travaillera également la coopération collectiviste.

Il s'agissait à faire toute la propagande nécessaire pour que la coopération à Lens et dans tout le bassin houiller, fasse de bien vite.

La séance qui levée aux cris de : Vive le Parti ouvrier ! Vive la République sociale !

N'achetez pas de Tabac avant d'avoir vu notre grande Magasin du Cent Bois... la grande Maison du Nord, notre seule spécialité. Cigares, Cigarettes, Tabacs, Pipes, Blagues, Etuis, Porte-monnaie, Portefeuilles, Articles de Fumeurs, Cannes, Parapluies, Ombrelles, Articles de Voyage, Maroquinerie, Bimbeloterie, Jouets, Articles de Paris, Parfumerie, Savonnerie, Brosserie, Articles de Ménage, Vannerie, Articles de Pêche, Articles de Chasse, Bonneterie, Ganterie, Lingerie, Corsets, Chaussures, Articles de Sport, Articles de Bureau, Papeterie, Librairie, Articles de Dessin, Articles de Peinture, Articles de Modes, Fleurs, Plumes, Rubans, Dentelles, Broderies, Tissus, Nouveautés, Draperies, Confections, Vêtements, Chapellerie, Casquettes, Bérets, Cravates, Chemises, Faux-Cols, Manchettes, Articles de Bains, Articles de Toilette, Articles de Ménage, Articles de Cuisine, Articles de Jardinage, Articles de Pêche, Articles de Chasse